

International Students Need More Than Just Standards

April 6, 2023

The Canadian Federation of Students-Ontario is disappointed in the recent 'Standards of Practice for International Education' released by Colleges Ontario. While this set of sector-wide standards rightfully seeks to address the misleading business practices of international education programs and the agents who promote them, it fails to address the dismal realities that International students face in Ontario. The Federation calls for real protections and equity for International students, including the elimination of differential fees and the reinstatement of OHIP.

The 'Standards of Practice for International Education' highlight several areas of concern, including an emphasis on honest business practices, targeted administrative assistance to International students, and post-graduation support to International students. These standards aim to combat the prevalence of International education programs which recruit students using false promises of citizenship, matriculation, and prosperity and subsequently abandon these students to the disastrous effects of high tuition, high cost of living, and low supports. The Colleges Ontario standards rightfully aim to curtail these harmful practices.

However, the Canadian Federation of Students-Ontario insists that Colleges Ontario must do better. For instance, the cost of college tuition fees remains one of the biggest barriers to education for International students. The average International college tuition fees in Ontario are 376% higher than the average domestic fees, at a prohibitive cost of \$14,300 a year. Combined with Ontario's high cost of living, and students' isolation from their home support networks, these fees can put students in peril - often leading to devastating consequences. It is not enough to simply notify potential International students of these possible precarious circumstances. Transparency about this injustice and inequity does nothing to resolve the inequity itself. Students need real change and real accountability. This means that Colleges Ontario must recommend the elimination of differential fees for International students, insist on more public funding from the provincial government, and work to create social safety networks for International students. No more students should be subjected to unsafe living, working, or learning conditions.

The Canadian Federation of Students represents over 350,000 students in Ontario, one of the largest students' unions in the province representing both domestic and international students in universities and colleges, including undergraduate, graduate, full-time and part-time students.

Les étudiantes et étudiants internationaux ont besoin de plus que de simples normes

6 avril 2023

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants–Ontario est déçue par les « normes de pratique pour l'éducation internationale » récemment rendues publiques par Collèges Ontario. Bien que cet ensemble de normes sectorielles vise à juste titre à lutter contre les pratiques commerciales trompeuses des programmes d'éducation internationale et des personnes qui en font la promotion, il n'aborde pas les sombres réalités auxquelles sont confrontés les étudiantes et étudiants internationaux en Ontario. La Fédération demande de réelles protections et l'équité pour les étudiantes et étudiants internationaux, y compris l'élimination des frais différentiels et le rétablissement du RASO.

Les « normes de pratique pour l'éducation internationale » mettent en évidence plusieurs domaines de préoccupation, notamment l'accent sur d'honnêtes pratiques commerciales, une assistance administrative ciblée pour les étudiantes et étudiants internationaux ainsi que du soutien pour les étudiantes et étudiants internationaux après l'obtention de leur diplôme. Ces normes visent à lutter contre la prévalence des programmes d'éducation internationale qui recrutent des étudiantes et étudiants en leur faisant de fausses promesses de citoyenneté, d'inscription et de prospérité et qui les abandonnent ensuite aux effets désastreux de frais de scolarité élevés, du coût de la vie élevé et de peu d'aide. Les normes de Collèges Ontario visent à juste titre à mettre un terme à ces pratiques néfastes.

Cependant, la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants–Ontario insiste sur le fait que Collèges Ontario doit faire mieux. Par exemple, le coût élevé des frais de scolarité collégiaux demeure un des principaux obstacles à l'éducation pour les étudiantes et étudiants internationaux. Les frais de scolarité collégiaux moyens facturés aux étudiantes et étudiants internationaux en Ontario sont 376 % plus élevés que les frais moyens nationaux; ils atteignent 14 300 \$ par année, ce qui représente un montant prohibitif. Combinés au coût élevé de la vie en Ontario et à l'isolement des étudiantes et étudiants des réseaux de soutien auxquels ils ont accès chez eux, ces frais peuvent mettre des étudiantes et étudiants en péril et ont souvent des conséquences désastreuses. Il ne suffit pas d'informer des étudiantes et étudiants internationaux éventuels de ces possibles circonstances précaires. La transparence à propos de cette injustice et de cette iniquité ne résout en rien l'iniquité elle-même. Les étudiantes et étudiants ont besoin d'un véritable changement et d'une véritable reddition de comptes. Collèges Ontario doit donc recommander l'élimination des frais différentiels pour les étudiantes et étudiants internationaux, insister sur une hausse du financement public de la part du gouvernement provincial et travailler à la création de réseaux de sécurité sociale pour les

étudiantes et étudiants internationaux. Plus personne parmi les étudiantes et étudiants ne doit faire les frais de conditions de vie, de travail ou d'apprentissage qui ne sont pas sécuritaires.

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants représente plus de 350 000 étudiantes et étudiants en Ontario, ce qui en fait un des principaux syndicats étudiants de la province. Elle représente des étudiantes et étudiants canadiens et internationaux des collèges et de tous les cycles universitaires, y compris des étudiantes et étudiants à temps plein et à temps partiel.